



## Consultation publique de la CRE du 22 juillet 2015 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité

### CONTRIBUTION DE LA FNME-CGT

La CGT, en tant qu'organisation syndicale, apporte une vision sociale et humaine dans ses réponses à cette consultation mais aussi une approche de sauvegarde du service public, de la pérennité des entreprises et de la défense des consommateurs. Elle n'a pas vocation à répondre aux questions techniques autrement qu'en rappelant éventuellement des principes généraux.

Dans cet esprit, la CGT avait répondu à une consultation de la CRE lors de l'élaboration du TURPE 4. Force est de constater que quelques grands principes indiqués par la CGT en 2012 sont toujours d'actualité voire certainement encore plus présents.

#### Rappelons ces quelques grandes lignes directrices :

La CGT réaffirme son attachement au rôle du service public de la distribution et du transport d'électricité dans les équilibres territoriaux, en particulier au travers de la péréquation tarifaire. Ce maintien de l'unicité de traitement est un objectif qui guide les réponses de la CGT à la consultation de la CRE sur ses projets d'évolution de la structure des tarifs.

La CGT considère que les tarifs réglementés de vente sont une garantie pour le consommateur et qu'ils doivent perdurer. Ce ne sont pas eux qui engendrent des coûts supplémentaires pour l'utilisateur mais bien la libéralisation doctrinale du secteur de l'électricité qui ne permet pas d'atteindre l'optimum technico-économique.

Par ailleurs, la CGT attire l'attention sur les conséquences sociales des choix qui pourraient intervenir et qui modifieraient la structure tarifaire actuelle au détriment des clients particuliers, en particulier des ménages les plus modestes.

Les modifications éventuelles des structures tarifaires et l'introduction de plages temporelles ne doivent pas servir à dissimuler, via une complexification des tarifs, une hausse de ceux-ci.

En particulier, la structure des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution ne saurait entraîner des déséquilibres entre segments de populations au regard de leur capacité économique effective à répondre aux signaux de prix, ou une différenciation de traitement entre les territoires en négation des solidarités et de la péréquation nécessaires. Toute nouvelle structure qui privilégierait une approche "punitif" de la gestion des pointes ou de la flexibilité des ENR au détriment d'une approche plus citoyenne ne rencontrerait pas notre adhésion.

Il faut décorréliser la gestion des pointes de consommation de celle de la flexibilité des ENR car si les thématiques peuvent sembler identiques les solutions ne sont pas nécessairement les mêmes.

Nous déplorons encore que les investissements sur les réseaux de répartition et de distribution ne fassent toujours pas l'objet d'une plus grande optimisation entre ERDF et RTE et n'apportent pas une plus grande économie d'échelle.

Bien qu'elle soit extrêmement attentive à la situation de l'industrie française, la CGT ne peut accepter que le transfert du coût d'utilisation des réseaux des clients gros consommateurs (type industriels électro-intensifs) vers les particuliers ne soit mis en place sans qu'un mécanisme de contrôle des retombées pour la collectivité existe.

Les tarifs maîtrisés pour les électro-intensifs sont une garantie de la localisation industrielle. Pour autant, il est nécessaire d'apprécier l'impact (sur les entreprises incriminées) réel de la baisse du prix des KWh électriques et thermiques en termes d'emplois, d'investissements et d'activités ?

Si nous souhaitons une énergie compétitive pour ces entreprises, la perte de recette pour le TURPE qui constitue l'essentiel des recettes d'ERDF et RTE (et qui permet un prix d'acheminement identique sur l'ensemble du territoire), va retomber nécessairement sur d'autres, les ménages et les PME-PMI.

Nous préconisons un engagement plus grand des gestionnaires de réseau de transport et de distribution dans la gestion des pointes de consommation et de la flexibilité des ENR.

**Q1 : Les problématiques exposées ci-dessus sont-elles selon vous représentatives des enjeux soulevés pour la structure du TURPE par l'émergence des réseaux intelligents et par l'évolution du système électrique ?**

Les principales problématiques sont effectivement citées mais avec des raccourcis et des regroupements qui peuvent apparaître rapides. Des hypothèses qui sont émises demandent également à être vérifiées.

Par exemple, les réponses à la flexibilité des ENR ne sauraient être identiques à celles liées à la gestion des pointes.

Le recours aux différentes options tarifaires ne doit pas être le seul outil incitatif à une utilisation efficace des réseaux.

L'impact du stockage de l'électricité et de l'utilisation de véhicule électrique nous semble limité sur la période TURPE 5.

Par contre, l'utilisation de manière plus assurantielle des réseaux, même si cela semble encore marginale, devrait bien croître dans l'avenir d'où la nécessité selon nous d'une évolution de la structure tarifaire.

Il nous semble prudent d'attendre un vrai bilan de la mise en œuvre de LINKY et des smart grids avant d'en tirer des conclusions structurantes pour le tarif.

**Q2: Voyez-vous d'autres enjeux à l'échéance du TURPE 5 ?**

L'acceptabilité sociétale d'un tarif ne saurait être décorrélée de son aptitude à être perçue comme générateur d'avantages par les usagers.

L'optimisation et la simplification des coûts devraient être mises en exergue dans le TURPE5 pour pallier aux gâchis et aux surcoûts engendrés par la libéralisation du système électrique.

**Q3: Plusieurs facteurs peuvent contribuer à la maîtrise des pointes de consommation : les signaux de prix du marché de l'électricité, le mécanisme de capacité, les dispositifs d'effacements, la structure des tarifs de réseaux et les mesures d'économie d'énergie. Quel doit être selon vous le rôle ou la part de ces facteurs dans l'atteinte de cet objectif ?**

Les signaux de prix de marché ne doivent pas être les seuls et uniques moyens de gérer les pointes car cela peut entraîner des disparités de traitement entre ceux qui peuvent profiter d'offres alternatives et

ceux qui n'ont pas d'autres choix que de payer. Un système "gagnant-gagnant" doit être institué sur le modèle des tarifications EJP.

Le mécanisme de capacité est un outil pour pallier l'incapacité structurelle du "marché" à remplir des obligations de sûreté d'alimentation. Le retour à une gestion plus régulée et plus intégrée du système électrique est impératif.

L'effacement n'est pas un moyen de faire des économies d'énergie ! Il consiste à décaler (et pas systématiquement annuler, d'ailleurs) une consommation d'énergie à certains moments bien précis. De plus, ce système permet de faire pression sur les investissements de renouvellement de nouveaux moyens de production dont notre pays a besoin à court terme. Il devrait être utilisé pour pallier à la flexibilité des ENR et non pas pour gérer les pointes.

L'incitation aux mesures d'économies d'énergie est une vraie solution au traitement des pointes de consommation mais cela permettra aussi de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

**Q4: Etes-vous favorable à l'entrée en vigueur simultanée des TURPE HTA-BT et HTB à l'été 2017 ?**

Il semble logique que les 2 TURPE entrent en vigueur au même moment.

**Q5 : Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration du TURPE 5 ?**

Non

**Q6 : Avez-vous des remarques sur ces principes généraux sous-jacents à la construction des tarifs ? Estimez-vous en particulier que le sens à donner au principe de péréquation tarifaire et à celui du timbre-poste pourrait être interrogé dans un contexte d'évolution des usages des réseaux (partie 1.5) ?**

La construction des tarifs ne doit pas refléter une conception "punitif" de la consommation (une augmentation importante du tarif de base par exemple) mais une conception participative c'est-à-dire une conception qui incite, par exemple, à une moindre consommation à un moment car l'utilisateur bénéficie d'un tarif attractif à un autre moment.

Le principe de non-discrimination fait que la péréquation tarifaire ne doit absolument pas être remise en cause car il serait anormal d'introduire des disparités de tarifs selon que l'utilisateur soit urbain vs rural, breton vs alsacien ou éclairage vs chauffage électrique.

L'évolution des usages doit influencer surtout sur une tarification qui prend en compte de manière plus importante la puissance souscrite/installée et moins la part transit d'énergie.

Pas de calage des tarifs sur les prix du marché.

La péréquation n'est qu'une question politique, c'est-à-dire de sens qu'on veut donner à l'organisation du système électrique. Cela concerne l'égalité des usagers et des territoires, et des questions de solidarité.

**Q7: Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, du fait du foisonnement entre utilisateurs du réseau, la contribution des consommateurs aux coûts d'infrastructures dépend non seulement de leur capacité de pointe, mais aussi du taux d'utilisation de cette capacité ? Si ce n'est pas le cas, merci de présenter de façon étayée votre analyse de ce sujet.**

Les consommateurs ne sont pas les seuls contributeurs aux coûts d'infrastructures mais l'intermittence des ENR devient un facteur non négligeable dans le développement du réseau. Par exemple, le développement des interconnexions internationales est justifié et encouragé par les institutions françaises et européennes à partir d'un argumentaire basé sur la variabilité des ENR et leur optimisation à l'échelle européenne. Le coût engendré est conséquent pour RTE.

Un tarif au taux d'utilisation ne défavoriserait-il pas un consommateur qui calcule au plus près sa puissance souscrite ?

**Q8: Avez-vous des améliorations à proposer quant à la méthode de construction tarifaire présentée ci-dessus ? Le cas échéant, merci de présenter de façon étayée vos propositions.**

Il semble que cette méthode ne prend en compte que l'impact des consommateurs sur les coûts d'infrastructures mais, comme rappelé à la question 7, l'intermittence des ENR devient un facteur non négligeable de coût d'infrastructures. Ne faudrait-il pas déduire des coûts unitaires d'infrastructures définis lors de l'étape 1 une contribution des producteurs et/ou des commercialisateurs directement liée aux ventes en rapport à la variabilité des ENR.

**Q9: Etes-vous favorable à la prise en compte des nouveaux profils dans le TURPE 5 ?**

Attention de ne pas faire, sous prétexte de réduire les pointes, une machine de guerre contre le chauffage électrique en "punissant" par le tarif les utilisateurs importants de l'électricité. L'objectif primordial de réduction des gaz à effet de serre n'est pas compatible avec une volonté de sauvegarder à tout prix les dividendes des actionnaires.

La CGT est fortement opposée à un nouveau découpage des options tarifaires selon le niveau de puissance souscrite tel que projeté.

En effet, ce nouveau découpage tendrait à une nouvelle répartition des coûts au détriment des utilisateurs particuliers dont la majorité a souscrit des puissances de 9 à 12 KVA...Ce qui reviendrait à transférer des charges supportées aujourd'hui par les gros consommateurs industriels vers les ménages (même si une hausse des tarifs pour les puissances supérieures à 36 KVA est aussi évoquée, mais sans qu'on sache si c'est dans des proportions équivalentes à celles envisagées pour les puissances inférieures).

Cette mesure tend à viser les utilisateurs les plus thermosensibles, donc les utilisateurs du chauffage électrique, qui leur est aujourd'hui, de fait, imposée. Elle concernerait en particulier les ménages les plus modestes, au travers de l'habitat collectif.

Cette population déjà fragile serait donc la première touchée par une structure de tarif pénalisante. On notera qu'elle ne dispose pas a priori des moyens de substitution au chauffage électrique ni d'amélioration de l'habitat (décision dépendante des bailleurs sociaux...Et de toute manière influant sur le niveau des loyers).

La substitution au chauffage électrique s'entend également par l'utilisation accrue du gaz ou du fuel (éventuellement du bois ou de solutions alternatives).

Outre que le réseau gaz n'est pas développé partout, en particulier en milieu rural, l'utilisation d'énergies fossiles pose aussi la question de l'approvisionnement et de leur coût.

Enfin, cela apparaît contradictoire avec les considérations environnementales liées au rejet du CO2 : l'un des principaux émetteurs n'est-il pas le chauffage urbain ?

Le mode de chauffage électrique n'est pas à pénaliser en soi. La question concerne plutôt la qualité d'ensemble du couple chauffage/habitat. En l'occurrence, cette question ne saurait se résumer à un effort exclusif sur la consommation électrique ni sur le seul outil que représente le signal prix.

Pour la CGT, ce nouveau découpage se ferait donc au détriment des populations les plus pauvres, et renforcerait les déséquilibres sociaux et territoriaux.

A titre subsidiaire, à défaut d'abandon du projet, les seuils proposés ne nous semblent pas adaptés.

Selon nous, le pivot doit être 9KVA : une augmentation qui concernerait les puissances supérieures à ce seuil (et non supérieures ou égales) permettrait de ne pas pénaliser la masse des consommateurs définie plus haut. On pourrait ainsi scinder les options des tarifs de base de la manière suivante : inférieur ou égal à 6 KVA, 6 à 9 KVA, supérieur à 9 KVA et inférieur à 18 KVA, supérieur à 18 KVA.

Nous considérons enfin que le signal prix aura d'autant plus d'efficacité qu'il touchera des segments de clients ayant les moyens réels d'une mise en œuvre de solutions alternatives

On s'interroge sur la complexité des mécanismes proposés par la CRE. On est loin de la recherche d'un équilibre économique global qui devrait selon nous être la norme pour des entités régulées, dans l'optique d'une couverture des besoins de long terme et dans le cadre d'une planification des investissements et des charges d'exploitation.

Le rajout de nouvelles données disponibles devrait plutôt servir à mieux calibrer les besoins du réseau qu'à déterminer des coûts.

**Q10: Etes-vous favorable à la prise en compte du coût de la capacité dans le calcul des coûts horaires des pertes sur les réseaux ?**

Nous ne comprenons pas pourquoi les gestionnaires de réseaux devraient être des acteurs du marché de capacité pour les pertes. Nous en profitons pour militer une fois de plus pour une sortie du système marchand en ce qui concerne la couverture des pertes. Une fourniture "en nature" par les différents fournisseurs nous semble plus efficace et moins coûteuse pour l'utilisateur final.

**Q11: Quelle est votre analyse quant à la prise en compte l'existence d'aléas climatiques extrêmes dans la méthode de calcul des coûts unitaires d'infrastructure ?**

Encore un système qui touchera ceux qui sont obligés de consommer lors des périodes de froid et qui sont souvent les plus précaires. La prise en compte d'aléas extrêmes doit être répartie sur l'ensemble des utilisateurs des réseaux.

**Remarques générales sur la pointe mobile:**

Tout d'abord une option de pointe mobile ne peut s'envisager pour la FNME-CGT que si les efforts consentis par l'utilisateur lui permettent un gain. Par exemple, un utilisateur qui ne baisse pas sa consommation pendant la pointe mobile doit payer au final la même facture que s'il avait choisi le tarif unique sans différenciations. Si ce même utilisateur baisse sa consommation pendant la pointe il fait un gain qui est en fait la restitution d'une partie des économies que font les gestionnaires de réseaux.

Il est bien évident que le choix de souscrire à un tarif de pointe mobile doit se faire sur la base du volontariat.

**Q12: Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à la non-pertinence d'une option à pointe mobile pour le niveau de tension HTB3 ?**

Sur la question de la pointe mobile en HTB3, nous ne sommes pas persuadés de l'aspect négligeable dans le dimensionnement du réseau de grand transport des pics de consommation mais d'un autre côté les clients raccordés à ce niveau de tension sont fort peu thermosensibles. L'introduction d'une pointe mobile ne pourrait s'envisager que pour résoudre une problématique de tension basse ou d'équilibre production-consommation.

Nous voyons encore sur ce sujet l'ineptie d'avoir séparé les problématiques de gestion des réseaux et de gestion commerciale. Les options tarifaires de pointe peuvent résoudre indifféremment les 2 thématiques d'équilibre production-consommation ou transit/tension.

**Q13: Que pensez-vous de l'utilité de l'introduction d'une pointe mobile pour les domaines de tension HTB1 et HTB2 ?**

Dans les conditions énumérées pour la question 12, pourquoi ne pas mettre en place une option pointe mobile en HTB1 et 2.

**Q14: Etes-vous favorable à l'introduction d'une pointe mobile pour le domaine de tension HTA ?**

Une pointe mobile fondée sur la pointe de consommation nationale ne serait effectivement pas pertinente pour les réseaux. Mais, de la même manière, nous sommes opposés à un TURPE à pointe mobile décidée localement.

Tout d'abord, le réseau est (et doit être) dimensionné sur une prévision de transit en période de pointe. Ensuite, le réseau existe déjà : la part du développement de celui-ci ne représente qu'environ 1,6% par an, essentiellement due aux raccordements et renforcements.

Par conséquent, la mesure évoquée n'aurait selon nous aucune efficacité alors que sa mise en œuvre serait manifestement complexe.

Par ailleurs, il est probable qu'elle pourrait générer des effets pervers de type « effet rebond ».

Nous privilégions une approche économique pour couvrir les coûts de réseau (construction et exploitation), en lissant ceux-ci sur le long terme : cette approche permet de s'affranchir pour une grande part des notions développées dans le projet présenté sur une approche identifiant les coûts de manière segmentée, saisonniers et journaliers.

La durée d'amortissement du réseau sur une période longue de +/- 40 ans permet de privilégier ce choix.

Sans nier par principe la nécessité d'une recherche d'un meilleur équilibre production/ consommation par la mise en place de mécanismes de type « signal de prix » (à l'exemple du tarif jour/nuit actuel), nous souhaitons privilégier une vision plus « mutualisée » des coûts permettant de garantir les solidarités entre territoires et populations.

Cette solution est aussi un gage de stabilité : suite aux modifications de la structuration, des mouvements de corrections successifs des tarifs en fonction des conséquences de ce choix tels que décrit dans un processus « itératif » nous semble générateur d'une instabilité économique et technique préjudiciables.

En outre, mettre en place une pointe mobile décidée localement reviendrait à créer des différenciations géographiques, porteuses de déséquilibres territoriaux.

In fine, cette remise en question du principe d'unicité de traitement entraîne un risque sur le maintien de la péréquation tarifaire.

A titre subsidiaire, la mise en place de cette pointe mobile « locale » poserait la question de la définition plus précise du périmètre concerné.

Enfin, elle implique une utilisation des modes de comptages nouveaux : sa mise en œuvre ne pourrait être effective avant plusieurs années.

Concomitamment, le développement des réseaux "intelligents" ne viendra-t-il pas s'insérer dans le traitement de cette problématique ? La maîtrise publique du pilotage de cette "intelligence" nous semble primordiale.

La question de la gouvernance serait effectivement posée et nous considérons alors que ce serait au gestionnaire du réseau d'en assumer le pilotage.

On pourra noter qu'il ressort de la seule responsabilité de la libéralisation à marche forcée du système électrique de ne pas pouvoir gérer les pointes car avec la multiplication des acteurs, personne ne se sent investi d'une véritable mission d'arbitrage en fonction de l'intérêt général, alors qu'auparavant cela était le cas avec le modèle d'entreprise intégrée regroupant production, transport et distribution.

Au-delà du concours de "la plus belle usine à gaz à concevoir" qui fait rage actuellement dans le microcosme des énergéticiens, une solution plus simple est de sortir le secteur de l'énergie du secteur marchand libéral et de créer un Pôle Public des Energies intégrant l'ensemble de la chaîne de l'énergie qui concourt à l'établissement des coûts, les prix devant en être déduits, et non l'inverse.

En conclusion, la CGT n'est pas favorable à ces propositions de pointe mobile.

**Q15: Si vous êtes fournisseur, envisagez-vous de développer des offres commerciales à effacement prenant en compte ce tarif à pointe mobile ?**

La mise en œuvre de ces pointes doit être exclusivement l'apanage des gestionnaires de réseaux. Un renforcement de la coopération entre ERDF et RTE sur ce sujet doit être fortement encouragé.

**Q16: Si vous êtes consommateur, envisagez-vous de souscrire une offre commerciale à effacement prenant en compte ce tarif à pointe mobile ?**

Non concerné.

**Q17: Que pensez-vous des critères utilisés par la CRE pour analyser la pertinence de l'introduction, dès TURPE 5, d'une pointe mobile en basse tension ? Partagez-vous les analyses préliminaires de la CRE en la matière ?**

Tout d'abord, nous tenons à préciser que, pour le moment, les résultats des expérimentations des smart grids ne sont pas probants, en tout cas largement insuffisants pour en tirer des extrapolations servant à construire des réponses tarifaires pour l'ensemble du système.

Pour cela et pour les motifs développés dans la réponse à la Q14, la CGT considère que l'introduction d'une pointe mobile en basse tension est a minima prématurée.

**Q18: Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tel dispositif transitoire pour l'hiver 2016-2017 ?**

Ce dispositif provisoire a un coût non négligeable et semble compliqué à mettre en œuvre. Il servira en fait à éventuellement masquer les faillites de la libéralisation du secteur électrique.

**Q19: Si vous êtes un fournisseur ou opérateur d'effacement : envisageriez-vous de proposer à vos clients une offre commerciale tirant parti d'un tel dispositif transitoire ?**

Non concerné.

**Q20: Si vous êtes consommateur, et en particulier si vous êtes actuellement un client du tarif Vert EJP : seriez-vous intéressé par un tel dispositif transitoire ?**

Non concerné.

**Q21: Etes-vous favorable au passage à une souscription de puissance par pas de 1 kVA au lieu de 3 kVA ?**

Oui, la CGT y voit un réel intérêt pour les consommateurs. Pour autant, l'affirmation selon laquelle cela permettra des économies de coûts de réseau ne nous semble étayée... Et ce d'autant plus que cela ne prend pas en compte les possibles évolutions d'usages et consommations dans le temps. Calibrer le réseau sur ce simple critère alors que les investissements sont programmés pour une durée de plusieurs dizaines d'années serait risqué.

**Q22: Etes-vous favorable au principe d'introduire des tarifs à 4 plages temporelles pour les utilisateurs équipés des compteurs Linky ?**

Tout d'abord, toutes les informations que les consommateurs peuvent avoir sur leur consommation via le compteur Linky doivent être dispensées gratuitement.

Pour la CGT, la question de la mise en place d'un tarif de réseau à 4 index ne peut se résumer à la possibilité pour les fournisseurs de proposer de nouvelles offres, dont l'attractivité pour les consommateurs reste d'ailleurs à démontrer.

Le double index actuel répond de manière satisfaisante à la pointe journalière, même si les habitudes de consommations des clients particuliers diffèrent selon les territoires. L'avantage est d'introduire une règle identique gage d'unicité de traitement.

A priori, un nouveau découpage à 4 index aurait pour but de prendre en compte une différenciation saisonnière.

Outre la question d'un système de comptage adapté, cette proposition n'est pas explicite dans ses modalités ni finalités, et encore moins efficacité. Les caractéristiques d'un nouveau découpage doivent donc être précisées, afin de pouvoir en juger l'opportunité.

Outre qu'il est difficile de concevoir la pertinence d'une meilleure prise en compte des variations saisonnières, on doit prendre en compte la capacité effective des différents segments d'utilisateurs d'adapter leurs comportements de consommation.

On ne peut se contenter de mesures qui deviendraient « punitives » pour des consommations contraintes, en particulier pour les effets climatiques.

Chaque étape de la construction du marché de l'électricité voit s'ajouter de nouveaux étages contraignants, les derniers étant le marché de capacité et cette structure tarifaire. A l'image des télécommunications, l'usager risque de ne bientôt plus pouvoir ni exercer de choix ni savoir ce qu'il paie dans un dédale de dispositions technocratiques.



La CGT considère en outre que cette introduction est prématurée. Il nous semble utile d'attendre le déploiement total des compteurs LINKY puis une étude de leur impact réel sur plusieurs années avant toute décision.

**Q23: Etes-vous favorables aux 4 plages temporelles envisagées à ce stade par la CRE ?**

Il ne s'agit pas d'une question qui ne concernerait que l'aval : le niveau des moyens de production doit être questionné... Faute de quoi la question se résumerait à une « gestion de la pénurie ».

Nous pensons qu'il faut privilégier sur ce sujet une approche globale : le traitement de la thermo-sensibilité ne saurait se résumer à un signal prix contraignant des consommateurs dont une part majeure des comportements et mode de vie est contrainte. Cette approche « punitive » ne nous semble pas juste.

Un signal prix n'est pas en soi à écarter, mais il doit s'accompagner d'une politique globale d'amélioration de l'habitat (en particulier sur l'habitat collectif) et donc de maîtrise de la demande mais aussi de développement des complémentarités avec les autres énergies, par exemple le gaz naturel ou le chauffage urbain pour les usages finaux (par exemple pour soulager les tensions sur le système électrique dans les régions déficitaires comme PACA ou la Bretagne).

Cette politique et les arbitrages finaux doivent selon nous relever d'une maîtrise publique.

La CGT n'est pas favorable aux dispositions qui ont pour effet une complexification tarifaire, en particulier pour les particuliers.

La CRE pose la question d'introduire 4 plages temporelles, mais pose déjà dans le chapitre 1.4 un plaidoyer pour cette solution qui semble d'ors et déjà acquise... Cela pose un vrai problème sur le sens de cette consultation qui ne saurait être résumée à une obligation formelle.

**Q24: Quelle est votre analyse sur la définition de la plage temporelle d'heures creuses ?**

Sans objet. (Cf Q23)

**Q25: Quelle est votre analyse sur la définition de la période saisonnière de pointe ?**

La CGT n'est pas favorable à une définition de cette période de pointe différenciée au niveau local, ce qui reviendrait à introduire une discrimination selon les territoires et serait contraire au principe de solidarité.

**Q26: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de définir 3 versions du tarif à 4 plages temporelles ?**

Pour les motifs évoqués précédemment, non.

**Q27: Etes-vous favorable à ce que les tarifs à 4 plages temporelles aient un caractère optionnel pour les utilisateurs équipés des compteurs Linky ?**

De manière subsidiaire si cette option était décidée, la CGT souhaite qu'elle reste optionnelle et qu'il n'y ait pas de discrimination entre les clients « LINKY » et les autres.

**Q28: Dans le cas où la souscription des tarifs à 4 plages temporelles serait optionnelle, que pensez-vous des deux scénarios envisagés par la CRE (cf.6.2.2) ?**

Dans ce cas, les scénarios ne nous semblent pas souhaitables (cf. Q27).

**Q29: Etes-vous favorable au choix de la période de pointe PP1 pour définir la période de pointe mobile du TURPE HTA à l'horizon du TURPE 5 ?**

Pour la FNME CGT, la période de pointe doit être un nombre fixe de jours (et pas variable entre 10 et 15) pour que les consommateurs adaptent leurs usages. De plus, les périodes liées aux tarifs tempo ou EJP ont montré leur efficacité. Toutes les tarifications qui avaient un nombre variable de jours voire même un nombre non défini ont fini par être abandonnées car la variation du nombre de jours suscitait des protestations.

**Q30: Etes-vous favorable à la suppression de l'option concave en HTA ?**

Au vu de l'opposition de la CGT à la mise en œuvre d'une pointe mobile, la suppression de cette option ne nous semble pas opportune.

**Question page 33: Etes-vous favorable à la tarification à la puissance atteinte pour les utilisateurs raccordés en BT > 36 kVA, HTA et HTB ?**

Pour la BT, HTA et HTB, autant la tarification à la puissance souscrite pouvait passer pour une rémunération de la part "infrastructures" autant la tarification à la puissance atteinte peut difficilement être perçue comme une rémunération des infrastructures. Sans puissance souscrite, comment le gestionnaire de réseau pourrait calibrer une alimentation d'un client ?

**Remarque concernant le 6.6 (forme des grilles tarifaires) :**

Il est étonnant que la CRE ne demande pas de réactions sur ce paragraphe.

Pour la HTB, dans les classes temporelles, la CRE fusionne "pointe" et "heures pleines d'hiver" d'un côté et propose "pointe mobile" et "heures pleines d'hiver" de l'autre. Où est la cohérence dans ces propositions ?

La différenciation heures pleines et heures creuses pour l'hiver doit être maintenue dans tous les cas car cela permet aux utilisateurs une optimisation de leur consommation.

**Q31: Etes-vous favorable à la modification présentée des principes de couverture du volet énergie des charges liées à l'équilibrage ?**

Oui. Il est plus logique d'imputer aux responsables des écarts les coûts correspondants.

**Q32: Etes-vous favorable au transfert dès l'entrée en vigueur des prochaines Règles MA – RE (printemps 2016) des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustements écarts ?**

Oui.

**Q33: Estimez-vous qu'une révision de la répartition entre injections et soutirages pour le financement de certaines des charges de constitution des réserves tertiaires (réserves rapide et complémentaire) et de l'appel d'offres effacement devrait être mise en œuvre ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?**

En cohérence avec la question 31, il paraîtrait logique d'imputer ces charges de réserves aux responsables d'équilibre. Donc plus d'imputation sur les soutirages et pas d'ajouts sur les injections.

**Q34: Considérez-vous que le financement de ces réserves devrait porter également sur la puissance d'injection ou de soutirage souscrite plutôt que sur la seule énergie injectée ou soutirée ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?**

En cohérence avec la réponse à la question 33, l'imputation du coût devrait se faire proportionnellement à la puissance traitée par chaque responsable d'équilibre.

**Q35: Pensez-vous que les coûts liés à la reconstitution des marges devraient être financés de la même manière que les réserves rapide et complémentaire ?**

Oui à condition que cela soit imputé sur les comptes des responsables d'équilibre.

**Q36: Avez-vous d'autres remarques à apporter sur le partage du financement des coûts d'équilibrage ?**

Non.

**Q37: Estimez-vous que les règles actuelles de constitution des réserves primaire et secondaire (prescription d'acteurs obligés et prix régulé) doivent être modifiées ?**

Non certainement pas. L'enjeu de sûreté du système est trop important pour être laissé à la seule disposition d'un marché. La prescription pour chaque producteur de participer à ces réserves semble être le plus efficace et le moins onéreux. Il est important que chaque producteur se sente impliqué dans la sûreté et ne délègue pas dans les limbes d'un marché ses obligations.

**Q38: Que pensez-vous de l'analyse de RTE concernant le marché secondaire organisé des services système fréquence ?**

Cette analyse pertinente montre l'inutilité de mettre du marché là où aucune raison ne pousse à cela. Cela ne servira qu'à faire capter de la valeur par certains acteurs donc un renchérissement du coût supporté par les utilisateurs.

**Q39: Etes-vous favorable à l'organisation d'appels d'offres pour contractualiser tout ou partie de la réserve primaire ? Considérez-vous opportun de mener une telle contractualisation de façon conjointe avec d'autres GRT européens ?**

En cohérence avec les questions 37 et 38 évidemment non. Par contre, il ne devrait pas être interdit de mutualiser des réserves entre GRT.

**Q40: Pensez-vous opportun de faire supporter par les producteurs une partie des coûts de constitution des services système ? En particulier, que pensez-vous de la proposition de la CRE de faire supporter par les producteurs tout ou partie de la différence par rapport à la situation actuelle (18,20 €/MW/h) ?**

Nous ne sommes absolument pas favorables à mettre en place un mécanisme qui conduirait à renchérir le coût de ces services.

**Q41: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la réserve secondaire ? Si non, quelles alternatives proposez-vous ?**

Non. Il est plus pertinent de laisser un prix régulé fixé par la CRE moins soumis aux spéculations d'un quelconque marché.

**Q42: Etes-vous d'accord avec l'analyse préliminaire de la CRE concernant la tarification des injections?**

Nous considérons qu'il n'existe aucune raison autre qu'idéologique qui conduirait à modifier la répartition des coûts entre injections et soutirages. Par contre, la possibilité d'aider à la localisation de moyens de production dans une région donnée doit continuer à perdurer.

Il est à noter que cette question ne se pose que parce que le "marché" ne répond absolument pas naturellement à cette problématique contrairement à l'affreux pôle public de l'énergie qui y répondrait de façon plus efficace et moins coûteuse.

Le besoin d'une meilleure coordination entre investissements production et investissement réseau est une question rhétorique car techniquement depuis toujours ces activités sont étroitement liées et justifiaient depuis toujours d'avoir des entreprises intégrées. Sur le réseau de transport, dans le contexte actuel, ceci pourrait se faire en incluant tout ou partie des coûts d'ouvrages de renforcements, nécessaires pour accueillir la production, dans les coûts supportés par le producteur avec une redistribution des gains attendus, par rapport au système actuel, vers la localisation de moyens bien placés pour le réseau.

Le producteur ne se verrait pas exposé dans la durée à un risque de « changement de tarif ».

Quelle que soit l'option retenue, il nous paraît important d'étudier une certaine mutualisation nationale des recettes.

Le reproche de subvention s'applique aux producteurs. En effet la crise économique et le développement rapide des énergies renouvelables affectent la rentabilité des cycles combinés à gaz, et cette structure tarifaire peut être considérée comme une aide au détriment d'autres moyens plus vertueux au regard des enjeux environnementaux pris par l'UE et notre pays en particulier.

Cette question concerne aussi le distributeur dans le cadre des refoulements d'énergie du réseau de distribution vers le réseau de transport : cette pratique implique que c'est ERDF qui prend en charge l'injection sur le réseau de transport des producteurs raccordés sur son réseau...Ce qui revient à faire supporter ce coût in fine par l'ensemble des usagers.

La CGT prend pour principe que les producteurs doivent supporter effectivement à la fois le coût d'utilisation des réseaux et le coût de l'injection sur le réseau de transport. Cela aurait également pour vertu d'orienter leur implantation géographique en fonction des besoins dans le cadre d'une vision globale d'un fonctionnement intégré production/distribution/transport.

La mise en place d'un timbre d'injection sur le réseau de distribution est sans doute une solution à cette question, simple dans sa mise en œuvre.

Il ne faut pas cantonner la « meilleure coordination » entre investissements « Productions » et « Réseaux » aux « simples » aspects économiques mais bel et bien intégrer les considérations du développement durable.